



**Institut
EGA**

Enjeux géopolitiques contemporains

Cours de M. Romain BERTOLINO

Institut d'Études de Géopolitique Appliquée - 31 Rue de Poissy 75005 Paris

www.institut-ega.org – secretariat@institut-ega.org

N°RNA : W712004835 - N°SIRET : 849 769 906 00025

Géopolitique du Japon (2)

III. Des investissements directs à l'étranger diversifiés

Selon le Ministère de l'Économie et des Finances, les « *investissements directs à l'étranger (IDE)* désignent les investissements par lesquels des entités résidentes d'une économie acquièrent ou ont acquis un intérêt durable dans une entité résidente d'une économie étrangère. La notion d'intérêt durable implique l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et la société investie et l'exercice d'une influence notable du premier sur la gestion de la seconde. [On] considère qu'il y a intérêt durable et donc investissement direct lorsqu'une entreprise détient au moins 10 % du capital ou des droits de vote d'une entreprise résidente d'un pays autre que le sien. L'investissement direct comprend à la fois l'opération initiale entre les deux entités et toutes les opérations financières ultérieures entre elles et entre les entreprises du même groupe international. Ces prises de participation peuvent prendre différentes formes, les principales étant : la création de sociétés ou d'établissements [...], les acquisitions et fusions, le réinvestissement dans les filiales étrangères des bénéfices que celles-ci réalisent ("bénéfices réinvestis »).

De façon plus spécifique, il existe trois catégories d'IDE : Les investissements en capital social (prises de participation de plus de 10% dans des sociétés, souscriptions aux augmentations de capital et les dotations de succursales, les investissements immobiliers) ; Les bénéfices réinvestis ; Les « *autres opérations* » ou « *prêts entre affiliés* ».

S'agissant tout d'abord des IDE entrants au Japon¹, il doit être relevé que ces derniers ont connu un accroissement très important sur la période 1997-2017. En effet, les IDE entrants représentaient 29 942 millions de dollars à la fin de l'année 1997, contre 253 480 millions à la fin de l'année 2017. Cependant, une fois cette observation faite il est essentiel de nuancer ce propos puisque le Japon reçoit - comparativement à d'autres pays - peu d'IDE (les IDE entrants au Japon représentaient, en 2014, 4,8% du PIB japonais). Ce constat a motivé le développement, par le gouvernement japonais, de sa « *stratégie de revitalisation du Japon* » (2014) à travers laquelle il souhaite recevoir 35 000 milliards de yens supplémentaires d'ici 2020².

Plus précisément, alors que le montant des IDE entrants a connu un accroissement continu sur la période 1997-2007, une véritable rupture est intervenue en 2008 - le montant des IDE entrants passant de 133 888 millions de dollars à 204 433 millions de dollars. Depuis lors le montant des IDE entrants a augmenté généralement de façon continue. S'agissant de la provenance de ces IDE, l'Europe arrive en première position (125 093 millions de dollars) suivie par l'Amérique du Nord (60 819 millions de dollars), l'Asie (47 029 millions de dollars), l'Amérique Latine (16 128 millions de dollars), l'Océanie (3692 millions de dollars), le Moyen-Orient (521 millions de dollars) et l'Afrique (165

¹ « *Total Inward FDI* », « *Japan's FDI stock* », JETRO, 2018

² Japan External Trade Organization, « Les actions de JETRO pour la promotion des investissements directs au Japon », Avril 2016.

millions de dollars). À noter qu'en 2017, les principaux pays expéditeurs d'IDE sont respectivement les États-Unis (59 212 millions de dollars), les Pays-Bas (40 790 millions de dollars), la France (31 065 millions de dollars) et Singapour (22 566 millions de dollars)³.

S'agissant des IDE sortants⁴, leur montant a connu un accroissement continu sur la période 1997-2017 passant de 258 653 millions de dollars à 1 550 808 millions de dollars. Si aucune véritable rupture n'est visible sur la période 1997-2006, le montant des IDE sortants japonais augmente d'environ 100 000 millions de dollars à partir 2006. Il est également à noter qu'entre 2016 et 2017, le montant des IDE japonais sortants augmente de 200 000 millions de dollars. S'agissant de la destination de ces IDE, ils sont principalement centrés sur l'Amérique du Nord (507 902 millions de dollars), l'Asie (427 345 millions de dollars), l'Europe (416 843 millions de dollars). Suivent ensuite l'Océanie (78 807 millions de dollars), le Moyen-Orient (9 226 millions de dollars) et l'Afrique (7824 millions de dollars).

À noter qu'en 2017, les principaux pays destinataires des IDE japonais sont les États-Unis (491 368 millions de dollars), la Grande-Bretagne (152 635), les Pays-Bas (128 528 millions de dollars), la Chine (118 438 millions de dollars) et l'Australie (69 747 millions de dollars). Ces IDE concernent principalement « *le secteur commercial et la production industrielle* ». Cependant, de plus en plus d'IDE sont orientés vers l'économie immatérielle. À titre d'exemple, en 2017, le secteur de la finance et de l'assurance a été privilégié (35 883 millions de dollars) suivi par le secteur de la vente⁵ (28 355 millions de dollars), le secteur de la communication (20 563 millions de dollars). Néanmoins, l'industrie chimique et pharmaceutique n'est pas laissée de côté pour autant puisqu'en 2017 elle a fait l'objet d'investissements importants (10 542 millions de dollars).

IV. L'Océanie : une diplomatie japonaise non sans intérêts

Situé à l'extrême Est du continent asiatique, dans l'océan pacifique, le Japon entretient des relations quasi-évidentes avec l'Océanie bien qu'il soit situé à « *quelques* » milliers de kilomètres des premiers États et territoires insulaires de ce continent. L'Océanie, quant à elle, est un continent immense composé de 31 pays et territoires insulaires indépendants ou pas.

Le Japon s'est intéressé relativement tardivement à l'Océanie, et plus précisément à partir de la reconnaissance de la règle des 200 miles marins propre aux zones économiques exclusives (ZEE). Cet intérêt s'est alors développé à partir des années 70, période durant laquelle il souhaitait sécuriser son approvisionnement en ressources halieutiques⁶. C'est d'ailleurs pour cette même raison que le Japon a augmenté, à la même période, le montant des aides publiques au développement (APD) à destination des États et territoires insulaires d'Océanie⁷. La *Pacific Aid Map*, outil développé par le

³ En Amérique Latine, le pays expédiant le plus d'IDE à destination du Japon n'est autre que les Îles Caïmans (12 550 millions de dollars).

⁴ « *Total Outward FDI* », « *Japan's FDI stock* », JETRO, 2018.

⁵ Vente au détail et en gros.

⁶ Junko Edo, « *Japanese Aid to the Pacific Islands Region* », Honolulu, East-West Center, 1986.

⁷ *Ibid.*

think-tank australien *Lowy Institute* permet d'avoir une vue d'ensemble sur l'influence exercée par le Japon dans la région.

En plus d'avoir progressivement augmenté le montant de ces APD à destination de l'Océanie - la part de la totalité de ces APD représentait 0,2% dans les années 1970 et avant de se stabiliser aux alentours de 1% à partir des années 1990⁸ - le Japon est devenu, sur la période 2011-2018, le cinquième expéditeur d'APD à destination des pays et territoires situés en Océanie (861,81 millions de dollars).

L'envoi d'APD à destination des pays et territoires de l'Océanie s'explique également par la volonté japonaise d'obtenir des soutiens diplomatiques, notamment à l'Organisation des Nations Unies (ONU) - aussi bien pour soutenir sa position de défenseur du droit international et de la libre circulation maritime que pour ses volontés réformatrices à l'égard de l'organisation elle-même.

Le Japon possède également de sérieux intérêts dans la région, notamment en matière économique, du fait de la présence de nombreuses ressources minières sous-marines, ressources essentielles pour son développement économique et technologique. Également, le Japon entretient une relation bilatérale stratégique avec l'Australie, État par l'intermédiaire duquel il se fournit en minerais (dont le charbon). Le Japon dispose également d'une relation stratégique à caractère militaire avec l'Australie en plus de leur coopération dans le cadre du *Quadrilateral Security Dialogue* (ci-après « QUAD »).

L'influence de la Chine en Océanie est le principal enjeu auquel doit faire face le Japon en Océanie. La Chine développe, par l'intermédiaire de nombreuses et imposantes APD, des relations diplomatiques avec de nombreux États et territoires insulaires d'Océanie.

Sa coopération avec l'Inde, les États-Unis et l'Australie dans le cadre du QUAD est également un élément important. Les enjeux économiques sont les principales raisons qui expliquent la présence japonaise dans la région et l'intérêt que l'État porte à la région. Néanmoins, l'exploitation des minerais sous-marins suscite des débats et manifestations à son encontre, du fait des conséquences environnementales que celle-ci suscite.

⁸ Ministère japonais des Affaires étrangères, « Trends in Japan's Bilateral ODA by Region », White Paper on Development Cooperation 2015, Ministry of Foreign Affairs of Japan, p. 34.